RÈGLEMENT (CE) Nº 1412/2006 DU CONSEIL

du 25 septembre 2006

concernant certaines mesures restrictives à l'égard du Liban

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 60 et 301,

vu la position commune 2006/625/PESC concernant l'interdiction de vendre ou de fournir des armes et du matériel connexe, ainsi que de fournir des services y afférents, à des entités ou individus situés au Liban, conformément à la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité des Nations unies [1],

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

(1) La position commune 2006/625/PESC met en œuvre les mesures restrictives imposées par la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité des Nations unies et prévoit notamment l'interdiction de fournir une assistance technique, un financement et une aide financière en rapport avec des activités militaires et avec la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériel connexe, de quelque type que ce soit, à des entités ou des individus situés au Liban.

(2) Ces mesures entrent dans le champ d'application du traité. Par conséquent, afin notamment d'en garantir l'application uniforme par les opérateurs économiques de tous les États membres, un acte communautaire est nécessaire pour en assurer la mise en œuvre en ce qui concerne la Communauté.

(3) Il convient de permettre, au cas par cas, aux autorités compétentes d'accorder des autorisations pour la fourniture d'une assistance lorsque celle-ci a été autorisée par le gouvernement libanais ou par la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), en tenant compte des résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006) du Conseil de sécurité des Nations unies et de tous autres faits et circonstances pertinents.

(4) Il convient de permettre aux autorités compétentes d'accorder des autorisations pour la fourniture d'une assistance aux forces armées qui font partie de la FINUL et aux forces armées de la République libanaise.

(5) Pour des raisons de commodité, la Commission devrait être autorisée à modifier l'annexe du présent règlement.

(6) Les États membres devraient déterminer le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du présent règlement. Les sanctions prévues devraient être proportionnées, effectives et dissuasives.

(7) Pour garantir l'efficacité des mesures arrêtées dans le présent règlement, ce dernier devrait entrer en vigueur le jour de sa publication,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Aux fins du présent règlement, on entend par:

1) «assistance technique», tout appui technique en liaison avec la réparation, le développement, la fabrication, le montage, les essais, l'entretien ou tout autre service technique, qui peut prendre les formes suivantes: instruction, formation, transmission des connaissances ou qualifications opérationnelles ou services de conseil; l'assistance technique inclut l'assistance orale;

2) «territoire de la Communauté», les territoires des États membres auxquels le traité est applicable, dans les conditions prévues par le traité.

Article 2

Il est interdit:

a) de fournir une assistance technique en rapport avec des activités militaires et avec la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation d'armements et de matériel connexe, de quelque type que ce soit, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les équipements militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées pour les susdits, directement ou indirectement, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout organisme se trouvant sur le territoire du Liban ou aux fins d'une utilisation dans ce pays;

b) de fournir un financement ou une aide financière en rapport avec des activités militaires, en particulier des subventions, des prêts ou une assurance-crédit à l'exportation, à l'occasion de toute vente, toute fourniture, tout transfert ou toute exportation d'armes et de matériel connexe ou de toute fourniture d'une assistance technique en rapport avec ce matériel, directement ou indirectement, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout organisme se trouvant sur le territoire du Liban ou aux fins d'une utilisation dans ce pays;

[1] JO L 253 du 16.9.2006, p. 36.

c) de participer sciemment et volontairement à des activités ayant pour objet ou pour effet de contourner les interdictions visées aux points a) ou b).

Article 3

1. Par dérogation à l'article 2, les autorités compétentes des États membres énumérées dans l'annexe peuvent autoriser, après notification écrite adressée au préalable au gouvernement libanais et à la FINUL, et aux conditions qu'elles jugent appropriées:

a) la fourniture, à toute personne physique ou morale, toute entité ou tout organisme se trouvant sur le territoire du Liban autre que les forces armées de la République libanaise ou de la FINUL, d'une assistance technique, d'un financement et d'une aide financière en rapport avec des armements ou du matériel connexe se trouvant au Liban ou destinés à être utilisés dans ce pays, à condition que:

i) les services ne soient pas fournis, directement ou indirectement, aux milices dont le Conseil de sécurité des Nations unies a exigé le désarmement dans ses résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006),

ii) les autorisations soient accordées au cas par cas,

iii) le gouvernement libanais ou la FINUL ait autorisé dans chaque cas la fourniture des services concernés à la personne, l'entité ou l'organisme en question. Si le gouvernement libanais ou la FINUL autorise une fourniture ou un transfert spécifique d'armements ou de matériel connexe spécifiques à une personne, une entité ou un organisme, il est permis de considérer que cette autorisation couvre aussi la fourniture, à cette personne, cette entité ou cet organisme, d'une assistance technique en rapport avec la livraison, la fabrication, l'entretien et l'utilisation des biens concernés;

b) la fourniture, aux forces armées de la République libanaise, d'une assistance technique en rapport avec des activités militaires et des armements ou du matériel connexe, et d'un financement ou d'une aide financière en rapport avec des activités militaires, sauf si le gouvernement libanais formule une objection dans les quatorze jours suivant la réception d'une notification.

2. Par dérogation à l'article 2, les autorités compétentes des États membres énumérées dans l'annexe peuvent autoriser, aux conditions qu'elles jugent appropriées:

a) la fourniture d'une assistance technique en rapport avec des activités militaires et des armements ou du matériel connexe, à condition que:

i) les biens auxquels l'assistance se rapporte soient utilisés ou destinés à être utilisés par la FINUL dans l'exercice de sa mission, et que

ii) les services soient fournis aux forces armées qui font ou feront partie de la FINUL;

b) la fourniture d'un financement et d'une aide financière en rapport avec des activités militaires et des armements ou du matériel connexe, à condition que:

i) le financement ou l'aide financière soit fourni à la FINUL, aux forces armées d'un État qui fournit des troupes à la FINUL ou à une autorité publique chargée de l'acquisition de matériel militaire pour les forces armées de cet État, et que

ii) les armements ou le matériel connexe acquis soient destinés à la FINUL ou aux forces armées de l'État concerné mises à la disposition de la FINUL.

3. Les autorités compétentes des États membres ne peuvent accorder les autorisations visées aux paragraphes 1 et 2 que si elles précèdent l'activité pour laquelle elles sont sollicitées.

Article 4

La Commission et les États membres s'informent sans délai des mesures prises en application du présent règlement et se communiquent toute autre information pertinente dont ils disposent en rapport avec le présent règlement, notamment les informations concernant les violations du présent règlement, les problèmes rencontrés dans sa mise en œuvre et les jugements rendus par les juridictions nationales.

Article 5

La Commission est habilitée à modifier l'annexe sur la base des informations fournies par les États membres.

Article 6

1. Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir leur mise en œuvre. Les sanctions prévues doivent être effectives, proportionnées et dissuasives.

2. Les États membres notifient ce régime à la Commission dans les meilleurs délais après l'entrée en vigueur du présent règlement et l'informent de toute modification ultérieure.

Article 7

Le présent règlement s'applique:

a) au territoire de la Communauté, y compris son espace aérien;

b) à bord de tout aéronef ou de tout navire relevant de la juridiction d'un État membre;

c) à toute personne qui est un ressortissant d'un État membre, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire de la Communauté;

d) à toute personne morale, toute entité ou tout organisme, établi ou constitué selon le droit d'un État membre;

e) à toute personne morale, toute entité ou tout organisme en ce qui concerne toute opération commerciale réalisée intégralement ou en partie dans la Communauté.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 25 septembre 2006.

Par le Conseil

Le président

M. PEKKARINEN

ANNEXE

LISTE DES AUTORITÉS COMPÉTENTES VISÉES À L'ARTICLE 3

BELGIQUE

En ce qui concerne le gel des fonds, le financement et l'aide financière:

Service Public Fédéral des Finances
Administration de la Trésorerie
30 Avenue des Arts
B-1040 Bruxelles
Fax: (32-2) 233 74 65
E-mail: Quesfinvragen.tf@minfin.fed.be

Federale Overheidsdienst Financiën
Administratie van de Thesaurie
Kunstlaan 30
B-1040 Brussel
Fax: (32-2) 233 74 65
E-mail: Quesfinvragen.tf@minfin.fed.be

En ce qui concerne les biens, l'assistance technique et les autres services:

Autorité fédérale chargée des ventes, des achats et de l'assistance technique auprès de l'armée belge et des services de sécurité, et des services financiers et techniques concernant la production et la fourniture d'armes et d'équipement militaire et paramilitaire:

Service Public Fédéral Économie, P.M.E., Classes Moyennes & Énergie
Direction générale du Potentiel économique
Service Licences
Rue de Louvain 44
1er étage
B-1000 Bruxelles
Tél.: (32-2) 548 62 11
Fax: (32-2) 548 65 70

Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand & Energie
Algemene Directie van het Economisch Potentieel
Dienst vergunningen
Leuvenseweg 44
1ste verdieping
B-1000 Brussel
Tel.: (32-2) 548 62 11
Fax: (32-2) 548 65 70

Autorités régionales chargées des autres licences d'exportation, d'importation et de transit concernant les armes et l'équipement militaire et paramilitaire:

Brussels Hoofdstedelijk Gewest/Région de Bruxelles — Capitale:
Directie Externe Betrekkingen/Direction des Relations extérieures
City Center
Kruidtuinlaan/Boulevard du Jardin Botanique 20
B-1035 Brussel/Bruxelles
Téléphone: (32-2) 800 37 59 (Cédric Bellemans)
Fax: (32-2) 800 38 20
Mail: cbellemans@mrbc.irisnet.be

Région wallonne:
Direction Générale Economie et Emploi
Dir Gestion des Licences,
chaussée de Louvain 14,
B-5000 Namur
Tél.: 081/649 751
Fax: 081/649 760
Mail: m.moreels@mrw.wallonie.be

Vlaams Gewest:
Administratie Buitenlands Beleid
Cel Wapenexport
Boudewijnlaan 30
B-1000 Brussel
Tel.: (32-2) 553 59 28
Fax: (32-2) 553 60 37
Mail: wapenexport@vlaanderen.be

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ministerstvo průmyslu a obchodu
Licenční správa
Na Františku 32
110 15 Praha 1
Tel.: (420) 224 907 641
Fax: (420) 224 221 811

Ministerstvo financí
Finanční analytický útvar
P.O. Box 675
Jindřišská 14
111 21 Praha 1
Tel.: (420) 257 044 501
Fax: (420) 257 044 502

DANEMARK

Justitsministeriet
Slotsholmsgade 10
DK-1216 København K
Tel.: (45) 33 92 33 40
Fax: (45) 33 93 35 10

Udenrigsministeriet
Asiatisk Plads 2
DK-1448 København K
Tel.: (45) 33 92 00 00
Fax: (45) 32 54 05 33

ALLEMAGNE

En ce qui concerne le financement et l'aide financière:

Deutsche Bundesbank
Servicezentrum Finanzsanktionen
Postfach
D-80281 München
Tel.: (49-89) 28 89 38 00
Fax: (49-89) 70 90 97 38 00

En ce qui concerne l'assistance technique:

Bundesamt für Wirtschafts- und Ausfuhrkontrolle (BAFA)
Frankfurter Straße 29—35
D-65760 Eschborn
Tel.: (49-61) 9 69 08-0
Fax: (49–61) 9 69 08-800

ESTONIE

En ce qui concerne la fourniture et la vente d'armes et de matériel connexe et la fourniture d'assistance technique:

Strateegilise kauba komisjon (Strategic Goods Commission)
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tel.: (372) 6317 200
Faks: (372) 6377 288
E-mail: stratkom@mfa.ee

En ce qui concerne le financement et l'aide financière:

Finantsinspektsioon
Sakala 4
15030 Tallinn
Tel.: (372) 6680 500
Faks: (372) 6680 501

GRÈCE

A. *Gel d'avoirs*

Ministry of Economy and Finance
General Directory of Economic Policy
Address: 5 Nikis Str., 101 80
Athens, Greece
Tel.: (30-210) 333.2786
Fax: (30-210) 333.2810

A. *Δέσμευση κεφαλαίων*

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών
Γενική Δ/νσηΟικονομικής Πολιτικής
Δ/νση: Νίκης 5, ΑΘΗΝΑ 101 80
Τηλ.: (30-210) 333.2786
Φαξ: (30-210) 333.2810

B. *Restrictions à l'importation et à l'exportation:*

Ministry of Economy and Finance
General Directorate for Policy Planning and Management
Address Kornaroy Str.,
GR-105 63 Athens
Tel.: (30-210) 328.6401-3
Fax: (30-210) 328.6404

B. *Περιορισμοί εισαγωγών — εξαγωγών*

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών
Γενική Δ/νσηΣχεδιασμού και Διαχείρισης Πολιτικής
Δ/νση: Κορνάρου 1, Τ.Κ. 105 63
Αθήνα — Ελλάς
Τηλ.: (30-210) 328.6401-3
Φαξ: (30-210) 328.6404

ESPAGNE

Ministerio de Industria, Comercio y Turismo
Secretaría General de Comercio Exterior
Paseo de la Castellana, 162
E-28046 Madrid
Tel: (34-91) 3493860
Fax: (34-91) 4572863

Ministerio de Economía y Hacienda
Dirección General del Tesoro y Política Financiera
Subdirección General de Inspección y Control
de Movimientos de Capitales
Paseo del Prado, 6
E-28014 Madrid
Tel: (34-91) 2099511
Fax: (34-91) 2099656

FRANCE

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Direction générale des douanes et des droits indirects
Cellule embargo — Bureau E2
Tél.: (33-1) 44 74 48 93
Télécopie: (33-1) 44 74 48 97

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Direction du Trésor et de la politique économique
Service des affaires multilatérales et de développement
Sous-direction Multicom
139, rue du Bercy
75572 Paris Cedex 12
Tél.: (33-1) 44 87 72 85
Télécopie: (33-1) 53 18 96 55

Ministère des Affaires étrangères
Direction de la coopération européenne
Sous-direction des relations extérieures de la Communauté
Tél.: (33-1) 43 17 44 52
Télécopie: (33-1) 43 17 56 95

Direction générale des affaires politiques et de sécurité
Service de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune
Tél.: (33-1) 43 17 45 16
Télécopie: (33-1) 43 17 45 84

IRLANDE

Central Bank of Ireland
Financial Markets Department
PO Box 559
Dame Street
Dublin 2
Tel.: (353) 167 16666
Fax.: (353) 167 16561

Department of Foreign Affairs
Bilateral Economic Relations Division
80 St. Stephen's Green
Dublin 2
Tel.: (353) 140 82153
Fax.: (353) 140 82003

Department of Enterprise, Trade and Employment
Export Licensing Unit
Block C
Earlsfort Centre
Lower Hatch St.
Dublin 2
Tel.: (353) 163 12534
Fax: (353) 163 12562

ITALIE

Ministero degli Affari Esteri
Piazzale della Farnesina, 1
I-00194 Roma
D.G.M.M. — Ufficio II
Tel.: (39) 06 3691 2296
Fax: (39) 06 3691 3567
U.A.M.A.
Tel.: (39) 06 3691 3605
Fax: (39) 06 3691 8815

CHYPRE

Υπουργείο Εξωτερικών
Λεωφ. Προεδρικού Μεγάρου
1447 Λευκωσία
Τηλ: (357-22) 30 0600
Φαξ: (357-22) 66 1881

Ministry of Foreign Affairs
Presidential Palace Avenue
1447 Nicosia
Tel: (357-22) 30.0600
Fax: (357-22) 66.1881

LETTONIE

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības iela 36
Rīga LV 1395
Tālr.: (371) 701 6201
Fakss: (371) 782 8121

Noziedzīgi iegūto līdzekļu legalizācijas novēršanas dienests
Kalpaka bulvārīs 6,
Rīga LV 1081
Tālr.: (371) 704 4431
Fakss: (371) 704 4549

LITUANIE

Saugumo politikos departamentas
Užsienio reikalų ministerija
J.Tumo-Vaižganto 2
LT-01511 Vilnius
Tel. (370-5) 236 25 16
Fax. (370-5) 231 30 90

LUXEMBOURG

Ministère des Affaires Étrangères
Direction des relations économiques internationales
6, rue de l'Ancien Athenée
L-1144 Luxembourg
Tel.: (352) 478 23 46
Fax: (352) 22 20 48

Ministère des Finances
3, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
Tel.: (352) 478 27 12
Fax: (352) 47 52 41

HONGRIE

Article 3

Ministry of Economic Affairs and Transport – Hungarian Trade
Licencing Office
Margit krt. 85.
H-1024 Budapest
Hungary
Postbox: 1537 Pf.: 345
Tel.: (36) 1 336 73 00

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium – Kereskedelmi Engedélyezési Hivatal
Margit krt. 85.
H-1024 Budapest
Magyarország
Postafiók: 1537 Pf.: 345
Tel.: (36) 1 336 73 00

Article 4

Ministry of Foreign Affairs
Bem rakpart 47.
H-1027 Budapest
Hungary
Tel.: (36) 1 458 11 42
Fax: (36) 1 458 10 91

Külügyminisztérium
Bem rakpart 47.
Budapest 1027
Magyarország
Tel.: (36) 1 458 11 42
Fax: (36) 1 458 10 91

MALTE

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il-Merkanti
Valletta CMR 02
Tel: (356) 21 24 28 53
Fax: (356) 21 25 15 20

PAYS-BAS

Belastingdienst/Douane Noord
Centrale Dienst In- en Uitvoer
Engelse Kamp 2
Postbus 30003
NL-9700 RD Groningen
Tel: (050) 523 2600
Fax: (050) 523 2183

Ministerie van Financiën
Directie Financiële Markten/Afdeling Integriteit
Postbus 20201
NL-2500 EE Den Haag
Tel.: (31) 70 342 8997
Fax: (31) 70 342 7984

AUTRICHE

Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit
Abteilung C/2/2
Stubenring 1
A-1010 Wien
Tel.: (+43-1) 711 00
Fax: (+43-1) 711 00 8386

Österreichische Nationalbank
Otto Wagner Platz 3,
A-1090 Wien
Tel.: (+43-1) 404 20–0
Fax: (+43-1) 404 20 73 99

Bundesministerium für Inneres
Bundeskriminalamt
Josef Holaubek Platz 1
A-1090 Wien
Tel: (+43-1) 31345 0
Fax: (+43-1) 31345 85290

POLOGNE

Ministry of Economy
Department of Export Control
Plac Trzech Krzyży 3/5
PL-00-507 Warszawa
Tel.: (48) 22 693 51 71
Faks: (48) 22 693 40 33

PORTUGAL

Ministério dos Negócios Estrangeiros
Direcção-Geral dos Assuntos Multilaterais
Largo Rilvas
P-1350-179 Lisboa
Tel.: (351) 21 394 67 02
Fax: (351) 21 394 60 73

Ministério das Finanças
Direcção-Geral dos Assuntos Europeus e Relações Internacionais
Avenida Infante D. Henrique, n.º 1, C 2.º
P-1100 Lisboa
Tel.: (351) 21 882 32 40 47
Fax: (351) 21 882 32 49

SLOVÉNIE

Bank of Slovenia
Slovenska 35
1505 Ljubljana
Tel: (386) 1 471 90 00
Fax: (386) 1 251 55 16
http://www.bsi.si

Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Slovenia
Prešernova 25
1000 Ljubljana
Tel: (386) 1 478 20 00
Fax: (386) 1 478 23 47
http://www.gov.si/mzz

Ministry of Defence of the Republic of Slovenia
Vojkova 55
1000 Ljubljana
Tel: (386) 1 471 22 11
Fax: (386) 1 471 29 78
http://www.mors.si

Commission for issuing of preliminary opinions in the procedure of authorizing trade in military weapons and equipment
Logistics Directorate
Ministry of Defence of the Republic of Slovenia
Vojkova 55
1000 Ljubljana
Tel: (386) 1 471 25 46
Fax: (386) 1 471 24 23

Customs Administration of the Republic of Slovenia
Šmartinska 55
1523 Ljubljana
Tel: (386) 1 478 38 00
Fax: (386) 1 478 39 00
http://www.gov.si/curs

SLOVAQUIE

Ministerstvo hospodárstva SR
Mierová 19
827 15 Bratislava 212
Tel: (421-2) 48 541 111
Fax: (421-2) 4 333 782

Ministerstvo financií SR
Štefanovičova 5
P. O. BOX 82
817 82 Bratislava
Tel: (421-2) 59 581 111
Fax: (421-2) 52 493 048

FINLANDE

Ulkoasiainministeriö/Utrikesministeriet
PL/PB 176
FI-00161 Helsinki/Helsingfors
Tel.: (358-9) 16005
Fax: (358-9) 1605 5707

Puolustusministeriö/Försvarsministeriet
Eteläinen Makasiinikatu 8
FI-00131 Helsinki/Helsingfors
PL/PB 31
Tel.: (358-9) 1608 8128
Fax: (358-9) 1608 8111

SUÈDE

Inspektionen för strategiska produkter
Box 70252
SE-107 22 Stockholm
Tfn (46) 8 406 3100
Fax (46) 8 20 31 00

ROYAUME-UNI

Sanctions Licensing Unit
Export Control Organisation
Department of Trade and Industry
4 Abbey Orchard Street
London SW1P 2HT
United Kingdom
Tel.: (44) 207 215 0594
Fax: (44) 207 215 0593

HM Treasury
Financial Systems and International Standards
1, Horse Guards Road
London SW1A 2HQ
United Kingdom
Tel.: (44) 207 270 5977
Fax: (44) 207 270 5430

Bank of England
Financial Sanctions Unit
Threadneedle Street
London EC2R 8AH
United Kingdom
Tel.: (44) 207 601 4607
Fax: (44) 207 601 4309

For Gibraltar:
Ernest Montado
Chief Secretary
Government Secretariat
No 6 Convent Place
Gibraltar
Tel.: (350) 75707
Fax: (350) 5875700

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Commission of the European Communities
Directorate-General for External Relations
Directorate A. Crisis Platform and Policy Coordination in CFSP
Unit A.2. Crisis management and Conflict Prevention
CHAR 12/45
B-1049 Brussels
Tel.: (32-2) 299 1176/295 5585
Fax: (32-2) 299 0873